

20240412 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/56415/lheure-est-grave-a-paris-les-mineurs-isoles-en-recours-se-mobilisent-pour-ne-plus-dormir-a-la-rue>

[Grand angle](#)



Lors de la manifestation du 12 avril à Paris. Crédits : Romain Philips

"L'heure est grave": à Paris, les mineurs isolés en recours se mobilisent pour ne plus dormir à la rue

Par [Romain Philips](#) Publié le : 12/04/2024

Depuis le samedi 6 avril, environ 250 mineurs non accompagnés en recours devant la justice pour faire reconnaître leur minorité occupent la maison des Métallos, un établissement culturel parisien. Ils réclament des hébergements durables, l'accès à la scolarité et dénoncent, comme de nombreuses associations, le "nettoyage social" à l'approche des Jeux olympiques. Une manifestation avait lieu à Paris ce vendredi.

Écouteurs coincés sur le haut de ses oreilles, David souffle à l'idée d'évoquer sa vie depuis qu'il est arrivé à Paris il y a 8 mois. Un mois à Gambetta, un autre à Belleville ou encore à Montreuil, ce jeune guinéen de 16 ans vit à la rue depuis son arrivée. "C'est vraiment la galère. Trouver de la nourriture, dormir au sec... C'est très dur", confesse le jeune homme. Et d'ajouter : "Tous les petits endroits qu'on trouve, la police finit par venir nous en chasser. Notre vie est en danger. Nous n'avons plus de tentes, rien".

Selon lui, une telle situation "ne peut plus durer". "Vous ne vous rendez pas compte à quel point c'est l'enfer. Nous avons des amis qui sont en profonde dépression à cause de la dureté de la vie ici", explique-t-il. "Tout ce qu'on demande, c'est d'être traité dignement, un logement, avoir accès à une formation, pouvoir travailler et vivre..."



Lors de la manifestation à Paris, le 12 avril 2024. Crédits : Romain Philips

"L'État se fout totalement de nous"

Pour faire entendre leur détresse, avec des dizaines d'autres mineurs isolés en recours, ils ont créé le collectif des jeunes du parc de Belleville et occupent depuis le 6 avril la maison des Métallos, un lieu culturel de la capitale. L'objectif ? "Faire connaître leur situation et sortir de la précarité", précise Fousséni, un autre mineur du collectif.

A lire aussi

["Sous la pluie et sous des bâches" : une centaine de migrants campent devant la mairie de Paris sans tente](#)

Comme des dizaines de mineurs, il est actuellement logé dans des gymnases parisiens mais tous doivent bientôt être évacués vers des "sas régionaux". Certains évoquent Marseille. "Comment on va faire nos recours à Paris si on nous envoie si loin ? L'État se fout totalement de nous", tance Fousséni.



Lors de la manifestation à Paris, le 12 avril. Crédits : Romain Philips

Ainsi, les jeunes réclament d'obtenir des hébergements le temps de leur parcours administratif, avoir accès à l'éducation ou encore aux transports gratuits. Et pour cela, ils ont organisé une manifestation ce samedi à laquelle quelques centaines de personnes, dont des associations et des élus, ont participé. "Il faut qu'on se fasse entendre et qu'on arrive à rassembler derrière notre collectif car nous avons besoin d'aide, nous n'y arriverons pas seuls", ajoute le jeune homme.

A lire aussi

["Un scandale": à Paris, un nouveau camp de mineurs isolés démantelé sans "mise à l'abri"](#)

"On est en train de détruire ces petits"

Au son des djembés et derrière une grande banderole rappelant que "l'heure est grave", ils ont marché de la place de la République jusqu'à la maison des Métallos occupée. Et dans le cortège, le soutien à ces jeunes est sans faille. "La place de ces mineurs n'est pas dans la rue", estime Abdoulaye du collectif de sans-papiers CSP75, habitué à ce genre de rassemblements.

Concernant le "nettoyage" de Paris, il dénonce une politique "inhumaine". "Ce que vivent les jeunes dans la capitale est déjà bien assez rude, on est en train de détruire ces petits", estime-t-il. "C'est une honte de laisser ces mineurs sur les trottoirs", tranche Fanny Duval, de l'association Droit au logement.



Lors de la manifestation à Paris le 12 avril 2024. Crédits : Romain Philips

De son côté, Eric Coquerel, député la France insoumise de Seine-Saint-Denis, dénonce également ce "nettoyage social" opéré à l'approche des JO 2024 : "Je le vois bien dans ma circonscription (qui accueille plusieurs épreuves et le village olympique, NDLR), notamment dans les hôtels sociaux".

Pour Danielle Simonet, députée LFI également venue manifester, la non-reconnaissance de ces jeunes est un problème. "Il faut respecter la présomption de minorité", juge-t-elle, citant le défenseur des droits.

"L'occupation va se poursuivre"

À l'arrivée du cortège devant la maison des Métallos encensé de chants et slogans, les manifestants ont appelé la mairie, et surtout la préfecture, au dialogue. Après plusieurs autres actions qui ont permis de loger certains d'entre eux, les jeunes ne comptent toutefois pas faire baisser la pression. "Nous ne partons pas", ont assuré les militants de ce collectif de jeunes inédit. "L'occupation va se poursuivre autant que possible", confirme Mathieu Pastor de la Marche des solidarités.



Devant la maison des Métallos, lieu culturel de Paris, occupé par des mineurs en recours pour faire reconnaître leur minorité, le 12 avril 2024. Crédits : Romain Philips

Depuis [l'évacuation du parc de Belleville en octobre dernier](#), il suit ces jeunes qui s'organisent. "Je n'ai jamais vu ça. Ils ont fait le tour des camps de Paris pour se rassembler et se structurer, ont fait des AG, etc. C'est la première fois que des jeunes mineurs isolés se regroupent au sein d'un collectif", selon lui.

"Ils sentent que quelque chose se passe et que changer les choses est possible et certains retrouvent espoir de ne plus vivre à la rue", dit-il. Selon une [enquête menée par la Coordination nationale jeunes exilés en danger \(CNJED\)](#) auprès d'une centaine d'associations et collectifs actifs dans 83 départements, "au moins 3 477 jeunes isolés étrangers" seraient en cours de procédure pour faire reconnaître leur minorité en France. Et parmi eux, plus d'un tiers, au mois de mars, étaient à la rue sans aucune solution de logement.

[Grand angle](#)



Lors de la manifestation du 12 avril à Paris. Crédits : Romain Philips

- [Migrants](#)
- [Justice](#)
- [Mineurs](#)
- [Manifestation](#)

"L'heure est grave": à Paris, les mineurs isolés en recours se mobilisent pour ne plus dormir à la rue

•
•
•

Par [Romain Philips](#) Publié le : 12/04/2024

Depuis le samedi 6 avril, environ 250 mineurs non accompagnés en recours devant la justice pour faire reconnaître leur minorité occupent la maison des Métallos, un établissement culturel parisien. Ils réclament des hébergements durables, l'accès à la scolarité et dénoncent, comme de nombreuses associations, le "nettoyage social" à l'approche des Jeux olympiques. Une manifestation avait lieu à Paris ce vendredi.

Écouteurs coincés sur le haut de ses oreilles, David souffle à l'idée d'évoquer sa vie depuis qu'il est arrivé à Paris il y a 8 mois. Un mois à Gambetta, un autre à Belleville ou encore à Montreuil, ce jeune guinéen de 16 ans vit à la rue depuis son arrivée. "C'est vraiment la galère. Trouver de la nourriture, dormir au sec... C'est très dur", confesse le jeune homme. Et d'ajouter : "Tous les petits endroits qu'on trouve, la police finit par venir nous en chasser. Notre vie est en danger. Nous n'avons plus de tentes, rien".

Selon lui, une telle situation "ne peut plus durer". "Vous ne vous rendez pas compte à quel point c'est l'enfer. Nous avons des amis qui sont en profonde dépression à cause de la dureté de la vie ici", explique-t-il. "Tout ce qu'on demande, c'est d'être traité dignement, un logement, avoir accès à une formation, pouvoir travailler et vivre..."



Lors de la manifestation à Paris, le 12 avril 2024. Crédits : Romain Philips

"L'État se fout totalement de nous"

Pour faire entendre leur détresse, avec des dizaines d'autres mineurs isolés en recours, ils ont créé le collectif des jeunes du parc de Belleville et occupent depuis le 6 avril la maison des Métallos, un lieu culturel de la capitale. L'objectif ? "Faire connaître leur situation et sortir de la précarité", précise Fousséni, un autre mineur du collectif.

A lire aussi

["Sous la pluie et sous des bâches" : une centaine de migrants campent devant la mairie de Paris sans tente](#)

Comme des dizaines de mineurs, il est actuellement logé dans des gymnases parisiens mais tous doivent bientôt être évacués vers des "sas régionaux". Certains évoquent Marseille. "Comment on va faire nos recours à Paris si on nous envoie si loin ? L'État se fout totalement de nous", tance Fousséni.



Lors de la manifestation à Paris, le 12 avril. Crédits : Romain Philips

Ainsi, les jeunes réclament d'obtenir des hébergements le temps de leur parcours administratif, avoir accès l'éducation ou encore aux transports gratuits. Et pour cela, ils ont organisé une manifestation ce samedi à laquelle quelques centaines de personnes, dont des associations et des élus, ont participé. "Il faut qu'on se fasse entendre et qu'on arrive à rassembler derrière notre collectif car nous avons besoin d'aide, nous n'y arriverons pas seuls", ajoute le jeune homme.

A lire aussi

["Un scandale": à Paris, un nouveau camp de mineurs isolés démantelé sans "mise à l'abri"](#)

"On est en train de détruire ces petits"

Au son des djembés et derrière une grande banderole rappelant que "l'heure est grave", ils ont marché de la place de la République jusqu'à la maison des Métallos occupée. Et dans le

cortège, le soutien à ces jeunes est sans faille. "La place de ces mineurs n'est pas dans la rue", estime Abdoulaye du collectif de sans-papiers CSP75, habitué à ce genre de rassemblements.

Concernant le "nettoyage" de Paris, il dénonce une politique "inhumaine". "Ce que vivent les jeunes dans la capitale est déjà bien assez rude, on est en train de détruire ces petits", estime-t-il. "C'est une honte de laisser ces mineurs sur les trottoirs", tranche Fanny Duval, de l'association Droit au logement.



Lors de la manifestation à Paris le 12 avril 2024. Crédits : Romain Philips

De son côté, Eric Coquerel, député la France insoumise de Seine-Saint-Denis, dénonce également ce "nettoyage social" opéré à l'approche des JO 2024 : "Je le vois bien dans ma circonscription (qui accueille plusieurs épreuves et le village olympique, NDLR), notamment dans les hôtels sociaux".

Pour Danielle Simonet, députée LFI également venue manifester, la non-reconnaissance de ces jeunes est un problème. "Il faut respecter la présomption de minorité", juge-t-elle, citant le défenseur des droits.

"L'occupation va se poursuivre"

À l'arrivée du cortège devant la maison des Métallos encensé de chants et slogans, les manifestants ont appelé la mairie, et surtout la préfecture, au dialogue. Après plusieurs autres actions qui ont permis de loger certains d'entre eux, les jeunes ne comptent toutefois pas faire baisser la pression. "Nous ne partirons pas", ont assuré les militants de ce collectif de jeunes inédit. "L'occupation va se poursuivre autant que possible", confirme Mathieu Pastor de la Marche des solidarités.



Devant la maison des Métallos, lieu culturel de Paris, occupé par des mineurs en recours pour faire reconnaître leur minorité, le 12 avril 2024. Crédits : Romain Philips

Depuis [l'évacuation du parc de Belleville en octobre dernier](#), il suit ces jeunes qui s'organisent. "Je n'ai jamais vu ça. Ils ont fait le tour des camps de Paris pour se rassembler et se structurer, ont fait des AG, etc. C'est la première fois que des jeunes mineurs isolés se regroupent au sein d'un collectif", selon lui.

"Ils sentent que quelque chose se passe et que changer les choses est possible et certains retrouvent espoir de ne plus vivre à la rue", dit-il. Selon une [enquête menée par la Coordination nationale jeunes exilés en danger \(CNJED\)](#) auprès d'une centaine d'associations et collectifs actifs dans 83 départements, "au moins 3 477 jeunes isolés étrangers" seraient en cours de procédure pour faire reconnaître leur minorité en France. Et parmi eux, plus d'un tiers, au mois de mars, étaient à la rue sans aucune solution de logement.